



AVEC LA **CLASSE OUVRIÈRE** ET LES **MASSES POPULAIRES**,

POUR LE SOCIALISME

faisons vivre et renforçons le PCQ-PCC

Résolution politique
XXe CONGRÈS
25 et 26 mai 2024

Table des matières

Quelle crise?	3
Les questions de classe au centre des préoccupations	7
Un monde en mutation	8
L'issue par des politiques de rupture : pour un programme démocratique et populaire	9
Le Parti, la classe et les masses	13
Le socialisme toujours à l'horizon	14

Il y a trois ans, nous nous réunissions dans un contexte tout particulier : celui de la pandémie de COVID19. Cependant, nous avertissons qu'une crise en cache une autre et aujourd'hui, force est de constater que nos prédictions étaient justes. Malgré quelques mois de relative abondance attribuables à la reprise ayant suivi le plus grand ralentissement économique en temps de paix, la crise du capitalisme s'exacerbe.

QUELLES CRISES?

Élu en 2018, François Legault promettait de régler tous les grands problèmes qui affligeaient le Québec. C'est d'ailleurs pour cette raison que bon nombre d'électeurs ont déserté les deux partis qui s'alternaient au sommet du pouvoir depuis 1976, à savoir le Parti québécois et le Parti libéral.

Or, aucun des grands problèmes de la vie économique, sociale et politique du Québec n'ont trouvé solution, bien au contraire.

Notre économie souffre d'une distorsion grave induite par deux facteurs principaux : l'intégration à l'économie états-unienne et le pouvoir des monopoles. En conséquence, nous souffrons de gaspillages énormes dans plusieurs secteurs et dans d'autres, de véritable retard industriel. Des potentialités immenses de développement matériel et humain sont laissées à l'abandon.

Pendant ce temps, les monopoles privés accumulent des profits faramineux sur le dos de la classe ouvrière avec l'aide de l'État devenu lui-même monopoliste. En parallèle, ces derniers font main basse sur nos monopoles publics.

Nos services publics souffrent d'un sous-financement chronique. Les sommes qui leur sont allouées sont loin de correspondre aux besoins d'aujourd'hui, encore moins à ceux de demain compte-tenu du fait que la demande augmentera



continuellement. Colmater la fuite d'aujourd'hui, c'est ouvrir la brèche de demain. La crise COVID nous a prouvé de manière brutale à quel point l'austérité, ce n'est pas seulement les coupes, mais aussi le refus d'accroître continuellement le financement de nos services publics, de se soucier de la formation de plus en plus de salariés nécessaires à leur ouvrage – et ce, dans tous les types de métiers et d'emplois.

Les progrès techniques et scientifiques, à commencer par l'intelligence artificielle permettraient de réduire considérablement le temps de travail et sa pénibilité en plus d'étendre l'accès à nos services publics. Mais contrôlés par les monopoles, ces derniers n'ont de valeur que s'ils permettent l'accumulation des profits. Ainsi, c'est l'effet inverse qui se fait sentir : l'introduction de nouvelles technologies implique nécessairement une augmentation du taux d'exploitation, tendance à la baisse des taux de profits oblige.

L'extension du télétravail en est un exemple probant. En plus d'intensifier le travail, d'imposer des coûts normalement assumés par le patronat aux salariés, il mine certains services publics dont la santé à travers différentes plateformes de « télésanté ». En corollaire, des milliers de « cols blancs » sont intégrés de force dans le prolétariat.

Le patronat ne cesse d'exiger plus de sacrifices de la part de la classe ouvrière. Le chômage s'amplifie. Le nombre de personnes cumulant emplois précaires ne cesse d'augmenter tandis que les départs en retraite tardent de plus en plus à cause de pensions indigentes qui forcent, bien souvent, le cumul à d'autres emplois d'appoint pour boucler les fins de mois.

L'intensification de l'immigration temporaire permet au patronat de combler un pénurie orchestrée de main d'œuvre – elle résulte en fait de la dévalorisation de plusieurs emplois productifs et de la formation professionnelle depuis les années 1990 – mais aussi de faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, voire de court-circuiter les syndicats. Cette main d'œuvre taillable et corvéable à merci paie un double tribut : celui d'être surexploitée au travail, puis celui d'être forcé à l'exil par ces mêmes monopoles exploiteurs qui détruisent toute perspective économique dans leur pays d'origine. Alors que la COVID a révélé les limites d'une économie mondialisée reposant sur une chaîne d'approvisionnement internationale et la délocalisation de la production (en particulier dans un contexte de tensions inter-impérialistes), la classe dirigeante devra reconstruire cette division internationale du travail. Or, à aucun moment n'est-elle prête à payer le salaire industriel québécois moyen en cas de rapatriement de la production : elle ne le peut simplement pas! Ainsi, on peut s'attendre, au cours des prochaines années, à un recours encore plus massif à la main d'œuvre migrante temporaire, sans doute de façon encore plus anarchique et exploiteuse qu'aujourd'hui d'ailleurs.

Des milliers de Québécois vivent dans le dénuement et la gêne. Au bas mots, 2500 ainés paient les frais de la fermeture de RPA alors que 10% de la population a recours aux banques alimentaires. C'est que nos revenus sont rongés par l'inflation et la hausse des taux.



Ajoutons à cela une fiscalité injuste et régressive où taxes municipales, taxes à la consommation, fardeau fiscal, tarifs d'électricité et autres pèsent de façon disproportionnée sur les masses populaires tandis que les entreprises s'adonnent à l'évitement fiscal et autres combines pour optimiser leurs profits. C'est ainsi que le petit paysan est chassé de sa terre, l'ingénieur est écarté de toute responsabilité, l'artisan et le commerçant, écrasés par les impôts injustes, les institutions bancaires et de crédit, ferment boutique et pavent la voie à la concentration sans cesse croissante du capital. L'intellectuel quant à lui devient sous-fifre de l'idéologie dominante qu'il doit marchandiser.

En plus d'être aux prises de l'ensemble de ces attaques du capital, les étudiants doivent affronter des frais de scolarité de plus en plus prohibitifs, une dévalorisation des diplômes et de l'éducation professionnelle et des cursus en totale déconnexion avec les besoins de la vie économique, sociale et culturelle québécoise. On troque l'éducation (au service du bien commun) par la formation (au service exclusif du capital).

Les transports publics connaissent un sous-financement chronique à l'instar de tout bien d'équipement collectif, sauf ceux qui correspondent aux besoins directs de la grande industrie. À cette enseigne, il convient de souligner le REM et le tramway de Québec projeté dont le but définitif a moins à voir avec le transport qu'avec la fructi-

fication des deniers de la Caisse de dépôts et de placements du Québec et la spéculation immobilière en plus de déstructurer le transport public et le laisser en gérance au privé.

Depuis des décennies, les monopoles détruisent notre environnement en connaissance de cause. Or, tant le discours écologiste que les politiques environnementales instrumentalisent ce problème véritable afin de favoriser le pouvoir des monopoles soit à travers un nouveau marché (le capitalisme vert), soit en extirpant encore plus d'argent de la part des salariés à travers des taxes vertes et autres mécanismes. Idéologiquement, tout est fait pour dédouaner les monopoles et l'impérialisme et faire porter le blâme de la crise environnementale aux travailleurs alors qu'ils produisent presque exclusivement pour satisfaire les besoins et intérêts de la bourgeoisie.

Sur le plan politique, la concentration des pouvoirs dans les mains d'une petite minorité se fait lourdement sentir. On le voit notamment avec le recours au bâillon parlementaire par le gouvernement Legault dans le but de passer en force tout projet de loi voué à affaiblir les corps intermédiaires. En conséquence, les droits des salariés et de la population en général se voient de plus en plus entamés de façon certes insidieuse, mais surtout obstinée.

L'Assemblée nationale n'est plus qu'une chambre



d'enregistrement des décisions ministérielles ou, de façon encore plus troublante, des décisions d'une poignée de politiques qui ne sont que les pantins de la grande industrie. La CAQ renforce sans cesse cette dynamique.

Quant aux collectivités locales, elles sont tenues en bride et privées des ressources nécessaires à leur activité normale. Sans pouvoir politique aucun, les municipalités sont obligées de quémander au gouvernement (ex. : le « pacte des municipalités » de septembre 2023) afin d'acquérir les ressources nécessaires à leur activité normale et leurs responsabilités de plus en plus grandes au fur et à mesure que les autres paliers de gouvernement y défaussent les leurs. Les municipalités deviennent de simples instances de gouvernance des monopoles. Leur seul mode de financement réside en l'augmentation de taxes municipales et l'étalement urbain, lesquels finissent, à travers différents truchements, par retomber sur les épaules des masses populaires.

C'est pourquoi, sans faire de l'échelon municipal une priorité et sans exiger qu'il se convertisse en oasis de socialisme, nous luttons pour l'élaboration d'un nouveau « contrat municipal » qui permette aux collectivités locales de devenir des échelons de démocratie et non un instrument du capitalisme monopoliste d'État.

Pour masquer ses objectifs égoïstes de classe et en favoriser la réalisation, le capitalisme monopoliste d'État au Québec instrumentalise la question nationale et en fait un enjeu transcendental plutôt qu'immanent. C'est un des éléments qui lui permet de tenir le haut du pavé en occultant l'affrontement capital – travail par l'axe nationalisme – fédéralisme.

Le but du pouvoir politique des monopoles est de rallier un maximum de forces réactionnaires à son entour. Pour accomplir la sale besogne, il ne se contente pas de faire appel aux forces politiques

les plus réactionnaires comme le Parti conservateur d'Éric Duhaime, mais surtout de faciliter l'intégration de leurs idées aux politiques officielles afin d'instiller une véritable guerre civile au sein des masses populaires.

On ne peut sous-estimer la violence de cette offensive idéologique qui mène à de véritables massacres comme on ne peut sous-estimer la créativité des forces du capital pour se saisir de l'anticommunisme de gauche afin d'instiller une forme de néo-fascisme. N'oublions jamais que l'anticommunisme fait le lit du fascisme, contrairement à ce que la classe dirigeante cherche à nous faire avaler. Communisme et fascisme ne sont pas frères siamois. Au contraire, capitalisme, impérialisme et fascisme le sont!

Le but de la CAQ n'est pas seulement de s'attaquer aux conquêtes sociales, mais surtout aux forces qui permettent de les défendre. Pour y parvenir, elle joue du nationalisme pour rallier sa réserve électorale : la petite bourgeoisie industrielle rurale ou périurbaine (les Chambres de commerce ou le Québec.inc), le tout dans les intérêts stricts des monopoles... internationaux!

Malheureusement, l'opposition à l'Assemblée nationale ne semble pas s'en préoccuper outre mesure. Elle est désorganisée et accompagne le pouvoir des monopoles tout en conspuant la CAQ. Elle méprend donc la proie pour l'ombre, ce qui n'est pas sans amuser le patronat. Le Parti québécois et le Parti libéral cherchent à le séduire, tandis que le Parti d'Éric Duhaime essaie de se présenter, avec beaucoup de mal sans l'enflure médiatique dont il a pu bénéficier plus tôt, comme opposition populiste au système.

Québec solidaire, dans une large mesure, a troqué ses positions de rupture pour un accompagnement du capitalisme monopoliste d'État. D'un parti qui se considérait comme une prolongation politique des luttes socio-économiques, il cherche

à se convertir en parti de gouvernement. C'est ainsi qu'au lendemain des élections de 2022, son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois promettait à François Legault de devenir une « opposition constructive ». Or, la classe ouvrière québécoise a surtout besoin d'une opposition constructive non pas en Chambre, ce qui ne représente qu'une opposition de boudoir, mais d'une qui soit constructive dans les luttes, en entreprise, dans les syndicats, sur nos lieux d'études, dans nos mouvements démocratiques et populaires, etc. Malheureusement, QS cherche surtout à subordonner ces différents champs d'action à l'élection d'un gouvernement « solidaire », voire à une opposition officielle du même acabit, faisant fi du danger de la réaction et du Parti qui assumera le pouvoir...

Il reste que QS se démarque des autres partis politiques de l'Assemblée nationale en ceci qu'il ne représente pas stricto sensu les intérêts monopolistes, mais ceux d'une frange de la petite-bourgeoisie. Tout en soulignant ses manquements manifestes, nous devons concentrer nos salves à l'égard des partis monopolistes.

LES QUESTIONS DE CLASSE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Tour à tour, la crise de 2008, puis les contrecoups de la COVID19 ont forcé un retour des questions socio-économiques (inflation, hausse des taux d'intérêts, donc du coût d'emprunt, crise du logement, retraites à rabais, emplois précaires, etc.) au centre des préoccupations des masses populaires.

Si pour la classe ouvrière, ces enjeux ont toujours trôné en priorité, ce n'est pas le cas des couches moyennes qui ont été intégrées de force aux luttes sociales plus récemment. Contrairement au mouvement ouvrier, cette section n'approche pas spontanément la lutte d'un point de vue matériel et collectif basé sur l'exploitation capitaliste, mais plutôt d'un point de vue idéaliste et individuel généralement basé sur l'oppression la plus palpable individuellement. Autrement dit, la lutte n'émane pas d'une réflexion de classe, mais plutôt d'une réflexion individualiste morale.

Ainsi, on cherche à placer la charrue avant les boeufs. Il faut abattre d'un seul coup le patriarcat, l'autorité, l'État, le racisme... sans toucher à leur base matérielle : le pouvoir des monopoles dans l'immédiat, et à terme, le capitalisme! Le marqueur progressiste ne se situe plus dans l'affrontement capital – travail, mais dans une forme de posture qui ne coûte rien (ou presque) au patronat. Certains vont même à le pousser à un point où libéraliser (comprendre marchandiser) les interactions sociales est perçu comme « libérateur »!

Ce genre de considérations a été théorisé par la «nouvelle gauche» dans un élan visant à affaiblir le mouvement communiste. Heureusement, l'existence de l'URSS et des démocraties populaires comme contrepoids et exemple, puis la force relative des partis communistes à travers le monde capitaliste ont servi de rempart à ce corporatisme.



Avec la contre-révolution en URSS et en Europe de l'Est des années 1990, cette idéologie a pénétré les partis politiques « de gauche » et les institutions de lutte de la classe ouvrière et des masses populaires. Tony Blair, Ed Broadbent, François Mitterrand, voire le mouvement syndical qui accompagne le « déficit zéro » en sont un exemple : la droite s'occupe de l'économie et la « gauche », des questions de société dans le but d'occulter les liens entre le social et le sociétal. L'unité avec le mouvement syndical et la classe ouvrière ont disparu des priorités, laissant les différents mouvements aux mains d'une petite-bourgeoisie libérale libertaire.

Cette situation crée un vide dangereux. Alors que les masses populaires connaissent une crise sans précédent, les mouvements sociaux, démocratiques et syndical ne sont pas adéquatement préparés pour attaquer le pouvoir des monopoles.

En conséquence, ce sont les forces les plus réactionnaires du capital qui prétendent se saisir des questions socio-économiques pour empêcher coûte que coûte l'unité des masses populaires et faire miroiter à certaines sections de la pe-

tité-bourgeoisie (voire de la classe ouvrière) une solution possible dans le cadre du capitalisme le plus répressif. Dans un contexte où s'opèrent à la fois une translation vers la droite du spectre politique bourgeois et une force centripète (rapprochement des extrêmes), cette situation n'augure rien de favorable pour les travailleur-euses.

Ainsi, pour le Parti communiste, la tâche immédiate est de reconnecter ces mouvements avec les préoccupations de la classe ouvrière et des masses populaires, à savoir les questions socio-économiques. Il n'est pas question de verser dans le populisme et de prétendre qu'il est possible, autrement que par la lutte, d'améliorer nos conditions salariales, de vie et de travail, pas plus que celles-ci soient en opposition avec l'avancement de nos droits démocratiques qui garantissent l'unité de la classe ouvrière contre ses exploitateurs.

UN MONDE EN MUTATION

La question du partage du monde en zones d'influence se pose d'une façon plus violente que jamais depuis la période de la Guerre froide.

Une psychose s'est emparée des politiques de tous les niveaux au sujet d'un espionnage constant de la part de la République populaire de Chine (sans aucune preuve d'ailleurs). Il s'agit d'une véritable escalade des tensions dans la zone Asie-Pacifique. L'Ukraine s'est convertie en théâtre macabre d'une guerre entre l'OTAN et la Russie des monopoles tandis que les compétitions entre monopoles au Moyen-Orient font de la région une poudrière. Cuba socialiste continue de payer les frais d'un blocus criminel élargi dont aucun de nos dirigeants ne semble se soucier.

Sur de tels sujets, libéraux et caquistes s'entendent à merveille. Du côté des souverainistes (ou indépendantistes), tant auprès de Québec solidaire

que du Parti québécois, on ne s'embarrasse pas plus des questions internationales. S'opposer à l'impérialisme occidental, à l'OTAN et à toute alliance militaire ne fait pas partie des plans de leur « indépendance »... qui n'est autre qu'une plus grande dépendance à l'impérialisme états-unien.

Communistes, nous réaffirmons notre engagement internationaliste et rappelons que l'OTAN et l'impérialisme occidental représentent le pire ennemi de la classe ouvrière et des peuples. Nous appelons donc toutes les forces éprises de paix et de solidarité internationale, y compris les éléments anti-monopolistes du mouvement national à se joindre aux voix qui luttent pour un monde de paix, une politique étrangère réellement souveraine et le retrait du Canada (ou d'un éventuel Québec indépendant s'ils y croient) de l'OTAN et de toute alliance impérialiste.

Le Québec doit être une force de paix, pas un avant-poste de l'impérialisme nord-américain.

L'ISSUE PAR DES POLITIQUES DE RUPTURE : POUR UN PROGRAMME DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

S'il est vrai que seule l'édification du socialisme permettra une véritable issue à la crise du capitalisme, il n'en demeure pas moins que les communistes ont toujours su proposer des politiques de rupture avec le pouvoir des monopoles. Ce serait prêcher un « socialisme de salon » que de refuser de défendre un programme immédiat en espérant que le grand soir arrive ex nihilo.

Outre les effets escomptés, ces politiques de rupture contribueront à politiser les luttes syndicales et populaires, serviront de focalisation à leur convergence. Elles permettront également d'exposer la vicissitude et les véritables intérêts de classe qui animent les forces politiques à la solde de la classe dirigeante, à commencer par la droite et l'extrême-droite populistes, puis la social-démocratie qui ne cherche qu'à anesthésier les luttes et les confiner dans le cadre de l'aménagement du capitalisme.

Par ces points de rupture que nous mettons de l'avant, nous faisons montrer que les communistes, tout responsables qu'ils sont, ne se cantonnent pas à l'analyse ni à l'interprétation du monde, mais à sa transformation.

1. La mise en valeur du travail, pas l'accumulation du capital

En tant que détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti communiste, c'est le parti du travail. Pour nous, l'émancipation sociale passe par le plein emploi qu'empêche un système économique qui ne cherche qu'à garantir ses profits au détriment du développement des forces productives. Ainsi, nous proposons la mise en place de mesures pénalisantes envers les patrons qui ont recours à l'emploi précaire ou temporaire



de sorte qu'il lui coûte plus cher de mettre à pied et d'embaucher autrement qu'à temps plein et à durée indéterminée. Bonifier les salaires, conditions de travail, pensions de retraite et prestations de chômage doit également être une priorité, tout comme l'expansion des droits syndicaux, particulièrement celui à la grève sociale et politique. L'histoire nous a prouvé à quel point aucune conquête sociale n'a été obtenue sans l'intervention du mouvement syndical, et que la défense constante de chacune d'entre elles nécessite également un mouvement ouvrier fort et organisé.

En contraposée à l'augmentation des revenus, nous ne pouvons oublier la nécessité de contrôler les prix des biens de première nécessité, notamment le logement, la nourriture et l'énergie. Les mécanismes existent pour le faire, luttons pour les appliquer!



2. Une solution démocratique à la question nationale

Au Québec, tout phénomène politique est, d'une façon ou d'une autre, lié à la question nationale dont il serait irresponsable de nier le potentiel démocratique et anti-impérialiste. Or, comme pour tout mouvement, l'important est de nous assurer de faire primer la perspective de classe. Ainsi, notre position à ce sujet est claire. Pour la nation québécoise comme pour les autres peuples et nations canadiens (Autochtones, Acadiens, minorités francophones, etc.) nous reconnaissons que la priorité est l'unité de la classe ouvrière, mais que celle-ci ne peut être garantie autrement qu'en luttant pour l'égalité nationale en reconnaissant, dans une nouvelle Constitution, leur droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris leur séparation.

Plus précisément, notre perspective pour le Québec implique une Constitution québécoise propre qui impose la reconnaissance de la nation québécoise comme État librement associé au sein d'une Confédération canadienne, ce qui permet de garantir à la fois l'égalité nationale et renforcer l'unité de la classe ouvrière contre le pouvoir des monopoles et l'impérialisme états-unien dont l'emprise sur l'ensemble des peuples et nations du Canada est manifeste. Comme l'écrivait Marx : « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait

être libre ». Nous devons donc également nous saisir de la question nationale et de son potentiel démocratique dans le but de renforcer la lutte contre l'impérialisme.

3. Alléger le fardeau fiscal des travailleur-euses

Le propre du capitalisme monopoliste d'État, c'est de permettre aux monopoles de générer des profits par la conquête de nouveaux marchés (l'impérialisme), l'exploitation de ses salariés et l'utilisation des impôts sur le revenu et autres taxes afin de financer les grandes entreprises privées. Celles-ci, en retour, ne paient qu'un minimum d'impôt (leur apport au budget du Québec se situe à peine à 10%). Nous proposons de renverser la vapeur et faire porter la majorité du fardeau fiscal sur les entreprises de sorte à alléger celui des masses populaires.

4. Un meilleur développement économique pour la classe ouvrière québécoise

Le mythe du capitalisme « productiviste » n'engage que ceux qui y croient. En réalité, le capitalisme et l'économie de marché, c'est l'anarchie de la production, donc le gaspillage de nos forces productives et de nos ressources en général. Et lorsqu'elles sont utilisées, force est de constater qu'elles le sont généralement dans des secteurs parasites. Nous devons donc proposer un plan de développement d'industries industrialisantes, à commencer par l'augmentation de 100% de la part du secteur manufacturier à valeur ajoutée dans la PIB québécois (celle-ci passerait de 15 à 30%). En plus de créer un appel d'air économique, cette proposition stimulerait à la fois une économie souveraine et des emplois stables et syndiqués, pourvu que le contrôle de ces industries soit placé dans les mains du secteur public.



5. **Monopole public sur nos services publics et nationalisations**

Santé, éducation, frais de scolarité pour les étudiants hors-Québec, logement... François Legault, de façon très habile, fait tout en son pouvoir pour se saisir des problèmes du quotidien pour privatiser soit entièrement, soit partiellement, les services publics ou du moins éroder leur monopole. De façon pernicieuse, il prétend que rien ne devrait changer pour la population. Or, nous savons qu'à terme, introduire le privé nous prive de services.

C'est pourquoi nous exigeons non seulement un monopole public sur nos services publics, mais également un vaste chantier de nationalisations, à commencer par les banques, les compagnies d'assurance et de crédit de par leur importance dans le système économique. Nous espérons également que les grandes entreprises stratégiques, en particulier dans les secteurs de l'extraction, la production et de la distribution soient également extraits des féodalités économiques.

6. **Défendre et étendre nos droits démocratiques collectifs**

Dans un effort désespéré visant à porter une guerre civile au sein des masses laborieuses, la classe dirigeante recourt de plus en plus aux forces d'extrême-droite qui instillent leur venin dans la société. En tant que communistes, nous ne pouvons, au nom de l'unité de la classe ouvrière contre ses exploiteurs, tolérer quelle forme de discrimination et de violence que ce soit. Que ce soit dans nos milieux de travail, de vie ou d'études, nous devons être les véritables défenseurs de ces droits, à commencer par nous attaquer par toute forme de disparité de traitement salarial. Une attaque contre l'un est une attaque contre tous. Autrement, nous devons également nous opposer à la récupération de ces questions démocratiques chèrement conquises par des forces identitaires qui n'ont d'autre objectif que de les dépouiller de tout contenu de classe. Par le truchement de ce genre d'essentialisme, ces questions finissent par s'annuler mutuellement et faire dévier le débat sur des questions individualistes, donc idéalistes.

Les forces vives existent pour imposer ces politiques de rupture. Nous l'avons vu avec les grèves de l'automne 2023, par un regain de détermination dans les luttes en entreprise, tout comme le retour en force de la solidarité internationale autour des manifestations en appui à la Palestine.

En même temps, nous constatons les limites de ces forces vives lorsqu'elles ne posent pas la question politique et confinent les luttes à la réaction immédiate. Immanquablement, au lieu de bâtir un rapport de forces pour imposer des politiques de rupture, elles se retranchent sur elles-mêmes, se cloisonnent et évoluent dans une logique de lobbyisme auprès des institutions fondées de pouvoir par la classe dirigeante. En conséquence,

les potentiels des différentes luttes finissent instrumentalisés ou sabordés.

Ici, le mouvement syndical mérite une réflexion particulière. Contrairement aux autres mouvements démocratiques et populaires, il est le seul à diviser la société sur une base strictement de classe, ce qui signifie qu'il est particulièrement en prise à une lutte politique entre les idées bourgeois et petites bourgeois d'un côté, puis celles des communistes de l'autre. Là où opportunistes de gauche comme de droite s'accordent pour isoler les masses syndicales, nous cherchons au contraire à les unir et à isoler la droite au profit d'une unité du centre et de la gauche. Nous nous éloignons également des conceptions simplistes et romantiques selon lesquelles il y aurait une lutte entre une « base syndicale » opposée à une direction « bureaucrate ». En effet, s'il est vrai que la « base » semble pousser ses dirigeants au niveau

économique, de l'autre côté, il manque de cadres syndicaux progressistes et conscients politiquement qui engagent le débat avec leurs membres. On se retrouve donc avec un mouvement syndical – eu égard à sa diversité organisationnelle – apolitique, corporatiste, qui gaspille son potentiel réel pour l'ancrer dans le dialogue social et en fait objectivement une courroie de transmission pour la classe dirigeante.

Le seul remède à cette situation, c'est un Parti communiste renforcé, mieux organisé et plus influent. Car bien que nous ne recherchions pas d'imposer un monopole politique sur les différents mouvements démocratiques et populaires, nous savons pertinemment que si l'influence communiste est absente, ce vide ne peut être comblé que par l'influence de la bourgeoisie.



LE PARTI, LA CLASSE ET LES MASSES

L'objectif pour les trois prochaines années se résume ainsi : un Parti orienté vers l'extérieur et non replié sur lui-même. Nous devons stimuler et mieux organiser le travail collectif d'une part, mais aussi bâtir un rapport de forces politique dans nos lieux d'intervention à travers nos cellules, puis dans les secteurs prioritaires à l'aide de commissions consacrées.

En effet, sans l'influence du Parti communiste dans un mouvement donné, ce sont les forces politiques de la bourgeoisie qui verrouillent les débats. Losovsky rappelait que, pour le mouvement syndical : « pas de politique dans le syndicat » signifie « la politique patronale dans le syndicat. » Cette vérité s'applique à l'ensemble des mouvements démocratiques et populaires.

C'est pourquoi le Parti communiste doit se prémunir de toute tendance économiste ou mouvementiste, à savoir l'idée selon laquelle le mouvement se suffit en lui-même et les questions immédiates prennent sur le but final, à savoir le socialisme. En fait, c'est plutôt l'inverse : le politique prime sur l'économique, d'où la centralité du rôle du Parti communiste qui apporte une perspective politique de classe aux différents mouvements.

Sans cette perspective, bien souvent ces derniers finissent par tomber dans les pièges que tend la bourgeoisie pour dévier les différentes luttes soit dans son intérêt, soit vers une voie réformiste inoffensive. En effet, nous ne pouvons oublier que toute réforme n'est pas bonne à prendre. Certaines permettent effectivement de renforcer le mouvement ouvrier et révolutionnaire tandis que d'autres sont destinées à le dévier de l'affrontement de classes et de l'objectif final qu'est le socialisme.

Autre écueil à éviter, le sectarisme se caractérise par le refus de s'impliquer dans quel mouvement que ce soit sous prétexte des limites de celui-ci. Or, c'est justement le rôle du Parti communiste que de les dépasser!

Il reste que le sectarisme ne se résume pas à cette forme de surface. Il est tout aussi sectaire de s'impliquer de façon opportuniste, individuelle et désorganisée au sein des mouvements, en omettant de promouvoir et de lutter pour les politiques du Parti, et en évitant les débats difficiles par l'adoption d'un dialogue de sourd. Entrisme, « ligne de masse » différente de la ligne politique du Parti, faire primer les politiques du mouvement ou pire, les faire adopter par le Parti en lieu et place de chercher à gagner l'adhésion aux politiques partisanes participent de cette dynamique sectaire. Car au final, le sectarisme c'est d'abord et avant tout le fait d'être communiste honteux – c'est-à-dire être communiste avec les siens, et social-traitre avec les masses.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette attitude : la faiblesse relative du Parti et du mouvement communiste, le souci d'unité des mouvements, l'opportunisme, etc. Deux éléments sous-tendent ces considérations. D'une part, il s'agit de l'absence de conscience de classe, car les politiques du Parti communiste ne cherchent pas tant l'unité des mouvements que l'unité de la classe ouvrière à travers les mouvements démocratiques, ouvriers et syndical. La différence peut paraître subtile, mais elle est de taille, car l'unité des mouvements sans unir la classe ouvrière en priorité se résume à l'unité verticale de ces derniers, c'est-à-dire avec une section de la classe dirigeante. De cette considération découle la seconde : un manque de confiance envers le Parti communiste comme détachement d'avant-garde de la classe ouvrière.

Pour se prémunir de l'un et l'autre de ces écueils (mouvementisme et sectarisme), la seule solution est de coordonner toute action avec ses respons-

ables politiques. En cellule, en commission, à travers des correspondances avec les instances supérieures... tout sauf l'assignation individuelle et désorganisée. Certainement, des erreurs seront commises, mais en assurant un caractère collectif des décisions, le risque est limité par les mécanismes également collectifs permettant de corriger ces erreurs.

Notre parti est effectivement faible – trop faible devant les défis de notre temps. Mais nous inscrivons notre histoire, nos politiques, notre travail etc. dans le cadre du mouvement communiste international et de son histoire. Ce sont des conditions objectives qui nous confinent à cette faiblesse et non des conditions subjectives. Nous sommes l'organisation sœur de grands partis dont non le moindre le Parti communiste de Cuba tout comme nous sommes héritiers du Parti communiste de Fred Rose et de Norman Bethune.

Certes, nous sommes un Parti de la « première étape », à savoir un parti relativement faible dont le maintien de l'existence, sans en être l'unique objectif, représente une fin en soi. À cette étape, notre priorité reste l'agitation, la propagande, le recrutement et la formation. Ce n'est pourtant pas pour autant que nous devons nous satisfaire du moindre mal. Niveler par le bas n'est pas une option! Au contraire, nous devons rehausser nos barèmes au fur et à mesure que nous avançons dans la lutte et recrutons.

Ainsi, par notre action à la fois indépendante qu'au sein des différents mouvements démocratiques, ouvriers et syndical, nous nous donnons comme mission de mieux implanter le Parti, soit d'être plus visibles, mieux lus et mieux entendus.



LE SOCIALISME TOUJOURS À L'HORIZON

Au cours des dernières années, et ce probablement un peu avant la crise pandémique, le concept de socialisme semble avoir retrouvé de sa superbe au sein d'une partie de la population (principalement jeune, instruite, issue des couches moyennes créées par le capitalisme monopoliste d'État dans sa phase ascendante). Comme chacun s'en doute, ce n'est pas pour nous déplaire. Cependant, entre le nom et la chose, il y a un monde qu'il nous serait dangereux de sous-estimer.

En effet, contrairement à d'autres, nous ne considérons pas le socialisme comme un ensemble de codes esthétiques ni de phraséologie révolutionnaire bâtie autour de slogans mal digérés que répètent certains groupes mus non pas par la volonté de bâtir le socialisme, mais plutôt par celle de « destruction créatrice » du capitalisme. Contrairement à eux, nous savons, nous, que la lutte des classes ne commence pas le jour où chacun la découvre et que la classe ouvrière ne nait pas le

jour où la petite-bourgeoisie commence à saisir le mouvement historique menant à sa prolétarisation.

Nous ne cautionnons pas plus l'utilisation à tous vents du terme « socialiste » par ces socialistes-démocrates qui en réduisent la portée à une simple réingénierie du capitalisme pour l'humaniser. À leur compte, ces derniers professent le dogme de la fin de l'Histoire.

Pour nous, le socialisme est un concept précis. C'est tout à la fois le pouvoir politique aux mains de la classe ouvrière, la mise sous contrôle public et démocratique des grands moyens de production, d'échange et de distribution, puis – et plusieurs ont tendance à l'oublier – la satisfaction des besoins matériels et immatériels sans cesse croissants de la classe ouvrière et des masses populaires. Austérité, ascétisme moral, culpabilisation, repli sur soi, constituent des notions hétérogènes à notre projet politique fondamentalement humaniste dont le but est d'améliorer les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des travailleurs en leur permettant d'assumer le pouvoir politique.

S'il est vrai que le « 99% » (et peut-être même plus) vivrait mieux sous le socialisme, il serait erroné de croire qu'il ait la conscience et les capacités nécessaires pour abattre le capitalisme et bâtir le socialisme. L'organisation, l'expérience de luttes et la place décisive qu'elle occupe dans la production font de la classe ouvrière – et plus particulièrement du prolétariat industriel – la force motrice de l'édification du socialisme. C'est pourquoi nous constituons le parti de la classe ouvrière et des travailleurs, et non le parti du 99% ou du peuple. C'est aussi pour cette raison que notre implication dans les syndicats, en tant que véritable forteresse de la classe ouvrière, est primordiale.

Notre but est précis. Nous cherchons à bâtir réellement le socialisme avec les forces qui le peuvent.



C'est parce que nous savons que la révolution ne sera pas l'œuvre des communistes exclusivement, mais des masses populaires, avec la classe ouvrière au centre, sous la direction idéologique et morale que le Parti communiste aura conquise à leur égard que nous ne considérons pas le socialisme comme une utopie, mais bien comme un horizon atteignable, tangible, réel; bref matériel.

Ainsi, nous ne rechignons pas à établir un plan concret pour bâtir le socialisme ici et maintenant. C'est ce qui fait de nous un parti d'avant-garde réellement et non seulement dans la posture, l'esthétique ou le discours. Nous ne confondons pas l'avant-garde et l'avant-scène...

Nous luttons avec patience et travail acharné, avec la classe ouvrière et les masses populaires, avec les forces démocratiques et syndicale et non contre ces dernières. Notre objectif est d'abord de gagner leur confiance envers le Parti communiste et ses positions, mais aussi de les convaincre de la nécessité d'une politique de rupture contre le pouvoir des monopoles. Or, cette politique est impossible sans un véhicule politique anti-impérialiste et antimonopoliste incluant le Parti communiste.

Évidemment, une telle alliance, idéalement à travers un parti fédéré des masses laborieuses qui, sans être un parti communiste, remettrait à l'ordre du jour la nécessité d'un véhicule politique différent en ce sens qu'il permettrait à la classe ouvrière organisée d'agir politiquement et de façon indépendante. Il serait illusoire que ce dernier suffise pour bâtir le socialisme, mais il pourrait certainement forcer un débat sur les questions qui trônent au cœur de l'affrontement capital – travail et de proposer un programme démocratique et populaire pour le Québec.

Ici, il convient de ne pas tomber dans l'écueil de l'étapisme. Nous n'affirmons pas qu'une telle étape est nécessaire d'ici à l'édification du socialisme, mais nous sommes convaincus au final que la lutte pour forger cette unité politique, puis pour défendre un tel programme permettra de rassembler les forces et d'élever la conscience politique de la classe ouvrière nécessaires afin de lancer l'assaut final contre le capitalisme et pour l'édification du socialisme.

Cette volonté de rassemblement ne saurait nous faire perdre de vue un élément des plus importants : sans un Parti communiste renforcé, une telle unité n'est qu'illusoire. L'histoire nous l'a prouvé, sans un parti communiste influent, les luttes patriotiques, démocratiques et économiques ne peuvent d'elles-mêmes mener au socialisme.

C'est pourquoi nous proposons que pour les trois prochaines années, nous adoptions comme mot d'ordre : « Avec la classe ouvrière et les masses populaires, pour le socialisme : faisons vivre et renforçons le PCQ-PCC ».

Fraternellement,

XXe Congrès du PCQ-PCC

AVEC LA **CLASSE OUVRIÈRE** ET LES **MASSES POPULAIRES**,

POUR LE SOCIALISME

faisons vivre et renforçons le PCQ-PCC

PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC



PARTI COMMUNISTE DU CANADA

